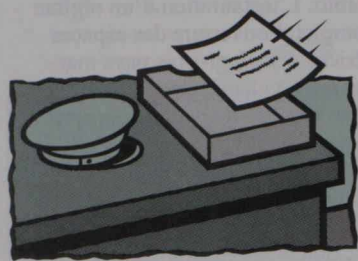


CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



Les efforts de maintien de la paix

Le Livre blanc sur la défense (1987) semblait minimiser le rôle du maintien de la paix dans la politique de défense du Canada. Depuis lors, cependant, les contingents de maintien de la paix sont de plus en plus en demande. Après le déploiement de soldats canadiens sur la ligne de cessez-le-feu entre l'Iran et l'Iraq, des troupes et forces de police canadiennes se sont jointes au Groupe d'assistance des Nations-Unies pour la période de transition (GANUPT) en Namibie. Toutes ces opérations ont surchargé le Secrétariat de l'ONU, mais cela ne semble pas avoir empêché le Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, de se lancer dans une autre entreprise hardie.

Le 11 octobre 1989, le Secrétaire général a recommandé au Conseil de sécurité de créer un Groupe d'observateurs des Nations-Unies en Amérique centrale (GONUAC). Vu le relief accidenté et les longues frontières caractérisant l'Amérique centrale, la force onusienne éventuelle aurait tout un défi à relever. Le GONUAC serait un petit contingent (environ 260 militaires et un personnel civil de soutien) qui bénéficierait cependant d'une grande mobilité, grâce à des véhicules tous terrains et à des hélicoptères. En outre, le Secrétaire général a proposé de doter le Groupe de huit vedettes de patrouille, pour les opérations dans le golfe de Fonseca, et de hors-bord rapides pour circuler sur les rivières navigables.

Les cinq gouvernements centraméricains ont dit souhaiter que les contingents du GONUAC proviennent de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Espagne et du Canada. Comme l'Organisation des États américains (OEA) a collaboré étroitement avec

les Nations-Unies pour constituer le Groupe, il est probable que le Canada en fera partie.

Le budget de la Défense aux États-Unis

À la fin d'octobre, après plusieurs mois de pourparlers, le *Congressional Conference Committee*, qui a mené des négociations pour résoudre les différends opposant le Sénat et la Chambre relativement au projet de loi sur les programmes militaires de 1990, semblait être parvenu à un compromis acceptable aux yeux des deux parties. Presque tous les programmes militaires stratégiques clefs du gouvernement Bush sont remis en question.

En ce qui concerne la guerre des étoiles, les intervenants se sont entendus sur un budget de 3,5 milliards de dollars US (ce qui est sensiblement moins que le chiffre de 4,3 milliards préconisé par le Sénat), somme qui se rapprochait de celle effectivement demandée par le gouvernement Bush, mais qui dépassait le montant de 2,8 milliards proposé par la Chambre. La Maison-Blanche n'ayant pas protesté ni même menacé d'opposer son veto, les événements ont semblé confirmer que le gouvernement actuel, tout résolu qu'il soit à faire progresser la recherche sur la guerre des étoiles, tient moins que l'administration précédente à réaliser tôt un déploiement qui ne sera sans doute pas la pièce maîtresse de ses plans stratégiques.

L'avenir du bombardier «furtif» B-2 demeure lui aussi incertain. L'Aviation militaire américaine a vigoureusement réfuté les critiques voulant que le B-2 ait une autonomie inférieure à celle du B-1B. Après avoir déclassifié de l'information jusque-là considérée comme très secrète, la USAF a divulgué en octobre des données comparatives sur les deux appareils, données qui portaient notamment sur l'armement, la capacité des réservoirs et l'autonomie et qui semblaient confirmer la supériorité du B-2. Le Congrès demeure toutefois sceptique. Le *Conference Committee* a proposé de ralentir le rythme d'exécution du programme du B-2, tandis que des membres du Congrès con-

tinuent de s'interroger sur les missions exactes que le bombardier furtif remplirait et sur le coût (530 millions de dollars US) de chaque appareil.

Enfin, le Comité semble avoir laissé au Secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, le soin de choisir entre le missile MX et le *Midgetman*. En ne précisant pas comment les fonds seront répartis entre les deux programmes, le Congrès paraît disposé à laisser M. Cheney les poursuivre tous les deux. Voilà qui surprendra peut-être le Secrétaire ! Le Congrès a carrément refusé d'annuler les deux programmes relatifs aux aéronefs tactiques, programmes que M. Cheney lui-même veut abandonner : acheter d'autres F-14 et l'hélicoptère-avion V-22 *Osprey*. Les deux programmes ont survécu, en dépit du compromis adopté par le Congrès.

Les doctrines militaires soviétiques

Au cours des douze derniers mois, les porte-parole militaires de l'URSS ont décrit les changements

que subiraient en principe les doctrines et les structures militaires de leur pays, parallèlement aux réductions des forces conventionnelles en Europe. Le concept général de l'«auto-suffisance défensive» entraînerait, dit-on, une restructuration telle des forces armées soviétiques qu'elles ne pourraient plus servir à exécuter de grandes opérations offensives, mais seulement à assurer la défense du territoire national et de celui des pays alliés.

Pendant une réunion qui se tenait à Ottawa en octobre, le major-général Anatoli Bolyatko a déclaré que des manuels révisés étaient désormais en usage dans les académies militaires soviétiques et que les officiers tankistes y étaient sensibilisés à la prépondérance de la défensive. Cependant, on ne sait pas encore précisément quelle structure de forces résulterait de ces changements. Le général Bolyatko a réitéré le point de vue de l'URSS que le char est à la fois la meilleure arme offensive et la meilleure arme défensive. Devant le Comité des forces armées de la Chambre des représentants, le maréchal

LA PROLIFÉRATION DES MISSILES BALISTIQUES

À la fin d'octobre, des porte-parole du gouvernement Bush ont confirmé qu'il existe entre Israël et l'Afrique du Sud une coopération en matière de technologie des missiles balistiques. Le 5 juillet, l'Afrique du Sud a mis à l'essai le lanceur d'un missile balistique à moyenne portée qui pourrait, selon des experts occidentaux, mettre un satellite en orbite ou transporter une ogive nucléaire.

Le 26 octobre, des porte-parole américains ont attesté par leurs propos que la traînée du lanceur sud-africain ressemblait beaucoup à celle de la fusée *Jericho II* de conception israélienne. Israël a réaffirmé sa volonté de ne pas conclure d'autres contrats de défense avec Pretoria, mais il n'a pas nié que des connaissances technologiques sur les missiles balistiques pourraient être transmises à l'Afrique du Sud, en vertu de contrats conclus avant mars 1987.

Le débat au sujet de la coopération entre Tel Aviv et Pretoria a de nouveau attiré l'attention sur la liste des pays cherchant à ajouter des missiles balistiques à leurs arsenaux, liste qui continue de s'allonger. Selon des rapports récents émanant du *Congressional Research Service* et de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI), au moins treize puissances militaires secondaires ont acquis des missiles balistiques, ou cherchent à en construire. L'importance militaire de ces engins réside principalement dans le fait qu'ils peuvent emporter des ogives nucléaires. La plupart des pays en question auraient déjà les moyens voulus pour fabriquer des armes nucléaires.

Au Moyen-Orient, le missile israélien *Jericho II* aurait une portée maximale de 1 400 km; il peut emporter une ogive nucléaire. L'Égypte et